

1) Actualités

• Actualités sociales

– Gilets jaunes et interpro :

Décision de sud éduc 34 et de Solidaires 34 d'apporter leur soutien aux actions des gilets jaunes. Grève du 5 février: appel à une convergence interpro-gilets jaunes.

On pourrait relayer davantage les infos, aux adhérent-e-s voire à l'ensemble des collègues. Appeler les adhérent-e-s et éventuellement les collègues à s'y joindre.

Ex: manif du samedi, action à Bessan en soutien aux GJ poursuivis.

C'est compliqué de relayer toutes les info: on est au contact d'un groupe de GJ de Montpellier, alors qu'il y en a 3. Et les infos sont très volatiles. Mais on peut communiquer plus facilement l'info des manifs du samedi. Cela nous évite, aussi, de nous positionner dans la lutte interne entre les différents groupes de GJ (assemblée du Peyrou, rond point du grand M, ...).

Rque: organisation du prêt de la sono pour le dimanche.

Idée aussi de diffuser aux adhérent-e-s la liste des liens où se trouvent les infos (pages facebook, etc.).

Décisions :

- appeler clairement les adhérent-e-s à se joindre aux manifs du samedi, dans un mail séparé à partir de la semaine prochaine (manif régionale le 23)

- dans les newsletters sur les boîtes pros, on intègre une rubrique qui appelle à la manif du samedi

- envoyer un mail aux adhérent-e-s pour expliquer où trouver les infos : lien vers démosphère, vers le site de l'AG du Peyrou, les sites d'autres Assemblées si on en trouve.

– Bilan café-débat du 1er février : surtout des personnels de l'éducation nationale, mais des collègues non syndiqué-e-s, qui expriment une colère sans savoir comment agir.

- Bilan grève du 5 février :

cortège très nombreux, ça faisait un moment qu'on n'avait pas vu ça à Montpellier. La CGT a refusé de suivre le cortège gilets jaunes qui avait pris la tête de la manif. A la fin de la manif, déambulation dans Montpellier, avec des militant-e-s des différents syndicats, donc la convergence s'est faite malgré tout. Le 5 au matin, action de Solidaires au rond point d'Alco, bon accueil des tracts distribués.

Rappel : la CGT a imposé la date du 5. Solidaires proposait 3 jours de grève continu. Solidaires a décidé d'appeler aussi au 5, en appelant à poursuivre la grève le 6 et le 7 (mais cela reste un peu incantatoire vu notre capacité de mobilisation).

- Grève des étudiant-e-s du 15 mars : journée des jeunes pour le climat (lycéen-ne-s, étudiant-e-s).

Appel relayé par la fédération SUD Education (appel des enseignant-e-s pour la planète).

Il y a aussi un collectif d'associations de jeunesse qui lancent un appel pour qu'il y ait un enseignement spécifique sur la thématique du climat dans le second degré et à l'université.

Rque : pour info, un comité de soutien Bure se monte à Montpellier.

Décisions :

- relayer l'appel fédéral à manifester le 15 mars, appeler à diffuser l'info

• Actualités dans l'éducation :

- AESH : bilan rassemblement intersyndical du 6 février : audience, Mathilde y est allée pour SUD éduc 34. Un bilan de la journée a été fait par la fédération.

- Envoi Adh Communiqué FEDE école de la confiance : ok pour un envoi rapide aux adhérent-e-s.

– Premier degré :

> évaluations CP : appel intersyndical à boycotter le passage des évaluations CP. L'administration a réagi par des visites d'IEN et/ou de conseiller-e-s péda, et par l'envoi d'un courrier du DASEN aux collègues, les menaçant d'envoyer des conseiller-e-s péda pour faire passer les éval. Donc l'administration n'a pas de levier. Courrier intersyndical au DASEN (SNUipp, FO, SUD éduc) en réponse.

C'est important de mutualiser les infos avec les deux autres syndicats pour prendre en charge ce dossier de manière intersyndicale.

On demande de plus en plus aux directeurs et directrices d'école d'être des délateurs et des délatices, c'est inquiétant.

> recours circulaire DASEN : le SNUipp lance un recours contre la circulaire sur les autorisations d'absence, et nous propose de nous y associer. On a travaillé de manière intersyndicale depuis le début sur ce dossier.

Décision : on s'associe au recours du SNUipp, on propose le partage des frais.

On mandate Katia pour ester en justice.

On suit de près le contenu du recours pour éviter de perdre.

A faire : envoyer nos statuts à jour au SNUipp, envoyer un extrait de décision d'AG.

> RIS libertés pédagogiques : RIS organisée de manière inter-syndicale. N'a pas pu se tenir à la date prévue car pas déposée dans les temps. Discussion intersyndicale sur report de la date. Ca s'oriente vers le 10 avril (SNUipp risque de refuser proposition du 27 mars, pendant le mouvement).

Un camarade a informé son IEN qu'il ne participerait pas à une anim péda pour participer à une RIS, et contestait avec son syndicat la circulaire qui l'empêche. A suivre, il faudra peut-être soutenir le camarade s'il y a des suites.

> Cartes scolaires :

Nouveauté : la circulaire mouvement est examinée cette année en CTSD (et non pas en CAPD).

C'est assez inquiétant : cela montre qu'ils veulent dézinguer les CAP. En CAPA (2nd degré), le groupe de travail circulaire mutation a disparu. Alors qu'elles sont compétentes pour traiter des priorités légales. Donc non respect du statut général des fonctionnaires. L'administration s'appuie sur une phrase qui dit que les règles du mouvement sont examinées en CT pour rendre cet examen exclusif.

Groupe de travail qui n'a abouti à rien, l'administration nage complètement. Le CTSD circulaire mouvement a été repoussé sine die.

Communiqué intersyndical national sur le mouvement : idée de l'amender (enlever revendication de remplacer les PAP en PEP) et de proposer aux autres orgas une déclinaison locale.

Un questionnaire en ligne, élaboré par Philippe, a été envoyé aux écoles. Mais le délais était très court : on en a eu très peu de retours d'écoles avant le GT. On en a eu beaucoup plus depuis, Julien ira porter les cas au CTSD demain.

49 créations de postes sur l'Hérault.

Déclaration préalable pour le CTSD de demain aprèm : demande d'idées.

Nouveauté : les brigades n'ont plus droit au mi-temps annualisé.

> Section Paillade : une permanence s'est tenue aujourd'hui avec 5 militant-e-s de la section Paillade, à l'école Heidelberg. Une collègue se questionnait sur la circulaire qui stipulait que le temps partiel (quel qu'il soit) n'était pas compatible avec l'exercice sur un poste dédoublé. Elle demandait quelle allait être l'issue pour une collègue déjà en poste sur un dispositif dédoublé, qui prendrait un temps partiel de droit suite à un congé mater l'année prochaine. Nous lui avons répondu que l'administration devrait la

réorienter sur un poste compatible mais qu'il s'agissait tout de même d'une mesure discriminatoire. Les camarades vont continuer de tenir des permanences, 2 par période. Les camarades qui voudraient s'y joindre sont les bienvenu-e-s.

– Second degré

> point sur les DGH : CTSD vendredi 1er février, une déclaration préalable y a été faite. Beaucoup de transformation d'heures postes en heures sup. Explosion des heures sup dans tous les établissements. Le DASEN a présenté sa répartition des moyens (il n'a la main que pour répartir 507 heures, le reste est attribué par la rectrice, donc c'est du vent). Vote contre des orgas syndicales, donc un CTSD de repli s'est tenu hier, il a duré une demi-heure, la même répartition a été présentée. Il sont annoncé qu'il n'y aurait aucune heure accordée aux délégations de collègues. Il faut qu'on fédère les bahuts, aucun ne va rien gagner de son côté. Les orgas co-gestionnaires n'ont plus d'os à ronger (il n'y a rien à distribuer).

> Lycées :

Heure syndicale au lycée Mermoz aujourd'hui. 10 suppressions de postes. Samedi, portes ouvertes du lycée : distribution d'un tract aux parents, organisation d'un AG. A lycée Champollion, à Latte, mobilisation pour contester DGH et réforme du lycée (note et appréciation identique sur les bulletins). Idée de faire la même chose à Mermoz. Les collègues du lycée Clémenceau se réunissaient ce soir, avec les parents d'élèves. Mobilisation à Jules Guesde. Courrier commun de 4 lycées de Montpellier.

Marine proposera un texte de synthèse sur les initiatives dans les lycées, au niveau local et national (mobilisations contre la réforme du lycée, contre baisse des moyens) pour informer les adhérent-e-s et les collègues.

Intimidation de lycéen-ne-s par les directions de lycées (Joffre, Jules Guesde). Travail d'information des lycéen-ne-s et de leurs parents sur le cadre juridique des sanctions est à faire. Une demande nous a été adressé-e par SUD lycéen-ne-s et les lycéen-ne-s mobilisé-e-s à Montpellier.

Marc est volontaire pour faire un mémo. A relayer aussi au sein de Solidaires (nos camarades sont aussi des parents d'élèves).

Compiler ces infos pour interpeler le préfet lors du CDEN, qui se réunira ce jeudi.

> Motion CF 66-11 : proposition de déposer une motion commune, au niveau académique, lors du prochain conseil fédéral.

La grève pendant les examens peut être une conclusion, on ne peut pas la donner maintenant en perspective. Cela risque d'éteindre la mobilisation qui démarre maintenant.

Les exams ont toujours été le moment où, même en période de forte mobilisation, tout s'arrête. Donc on serait peu crédibles en menaçant maintenant d'une grève des exams.

Rque: pendant les grèves de 24h, on a des taux de gréviste intéressants dans l'éducation.

Décision : on ne porte pas cette motion avec le 66-11 au CF.

– Enseignement supérieur et recherche

> Le mercredi 20 février à 18h, réunion de préparation de la journée du 22 mars (attaque à la fac de droit) : plusieurs camarades de sud éduc y seront. Pas le temps d'échanger maintenant sur des idées de propositions à porter.

> lutte contre l'augmentation des droits d'inscription : actions hebdomadaires, tous les mercredis (rassemblements, déambulations...) sur les fac de Montpellier (demain à Richter, le 20 février à Saint Charles, le 27 diffusion d'un documentaire sur l'endettement étudiant à Triolet.)
Difficulté mobilisation étudiante : Solidaires étudiant-e-s est en grande difficulté.
RDV à diffuser aux adhérent-e-s.

> emplois BIU : gel de postes. Front syndical assez unitaire à Paul Valéry. Pétition, mais pas de dynamique pour aller au-delà. Il va y avoir des audits de la BIU par l'inspection générale des services et par un boîte privée.

– lettre aux mouvements pédagogiques : contacter les structures départementales (initiative de la com' "Quelle école") ? : **point reporté**.

2) Vie du syndicat

• Vie départementale :

– retour sur la réunion d'équipe syndicale du mercredi 6 février : **point reporté**
– GT modifications RI congrès départemental : **point reporté**
– actions juridiques / administratives : recours au fond TA formation Poussan, L'administration refuse aux collègues la participation aux formations syndicales en s'appuyant sur une lecture erronée des textes (n'autorise que 5% des collègues d'un établissement à participer à une même formation).

Référé liberté refus formation syndicale juridique : l'administration a reculé.

On a besoin d'une jurisprudence sur le sujet, on est confrontés à des refus constamment (dans le 1er et le second degré).

On aura environ 3000€ de frais (on peut utiliser notamment les gains d'une précédente procédure juridique).

Décision : on fait le recours au fond, on s'assure que Sophie Mazas a le temps nécessaire pour monter le dossier, sinon on prend un-e autre avocat-e.

– saisine CHSCT-A (Fontcarrade): **point reporté**
– courrier DASEN (Delphine): **point reporté**
– GT caisse de grève / caisse de solidarité : **point reporté**

• Solidaires 34 :

– intervention à l'AG de Sud Ct le 7 février : SUD CT aimerait qu'on échange sur le travail dans les écoles.
– CD du jeudi 14 février : Marc y va.
> discuter de l'utilisation des subventions de la région : faire une liste de matériel dont aurait besoin Solidaires, sur du long terme, pour dépenser les subventions de la région s'il en reste en fin d'année.
> proposer financement impression tracts comité de soutien Bure.

• Vie académique :

– CR de l'AG académique du 17 janvier (valider les modifs) : **point reporté**
– propositions émanant des syndicats (organisation et financement des formations) : **point reporté**
– point sur l'organisation des formations de la suite de l'année scolaire (juridique, péda) : **point reporté**

• Vie fédérale :

– Motion générale d'actualité du Conseil Fédéral : envoi aux adhérent-e-s ?
– soutien financier Sud Éducation 93 : suite au stage de formation syndicale organisé dans le 93 en

décembre 2017 sur l'anti-racisme, le syndicat du 93 a été attaqué en diffamation par le ministre (pour l'emploi de l'expression "racisme d'Etat"), et dénonce pour délit de discrimination. La plainte en diffamation a été classée sans suite. Sur la deuxième plainte, on ne sait pas encore s'il y aura procès. On a apporté des aides à d'autres syndicats de Solidaires. On doit marquer qu'on est restés Solidaires malgré la tentative de Blanquer pour mettre le bazar entre nous. C'est important de soutenir un syndicat attaqué par le ministère.

Décision : on donne 150 euros en soutien à sud éduc 93.

- mandaté-e-s pour aller au Conseil Fédéral des 28 et 29 mars : Gil et Anne-Cécile.
- Commissions fédérales et GT fédéraux: Le GT écologie de la fédération n'existe pas pour le moment (deux camarades seulement à la réunion de création). Il existe un GT écologie à Solidaires (nationalement), possibilité aussi de s'y associer.